

Strauss-Kahn : priorité à la lutte contre l'inflation

Le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, a insisté auprès des dirigeants du Groupe des Huit (G-8), réunis le 9 juillet à Hokkaido, au Japon, pour que, confrontés à la hausse des prix de l'alimentation et des combustibles, ils fassent de la lutte contre l'inflation une priorité absolue.

«Quand vous vous inquiétez du niveau élevé des prix du pétrole et de l'alimentation, vous avez raison de vous inquiéter aussi pour la croissance, mais vous devez vous préoccuper plus encore de l'inflation», a-t-il déclaré, en appelant ses interlocuteurs à agir pour éviter que la montée des prix de l'alimentation et des carburants ne se transforme en inflation généralisée.

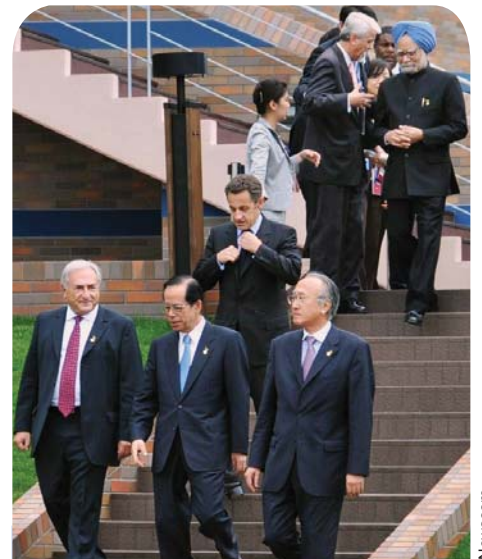
Il faut s'attendre à ce que les prix du pétrole restent élevés et volatils pendant un certain temps encore, car l'offre et la demande

ne réagissent que lentement à la hausse des prix, a-t-il dit, en ajoutant que le renchérissement de 70 % du pétrole depuis le début de l'année ampute le pouvoir d'achat dans les pays importateurs et pourrait réduire la demande mondiale de $\frac{3}{4}$ de point à 1 point.

De nombreux pays avancés ont pris les mesures monétaires qui s'imposaient pour contrer l'accélération plus forte que prévu de l'inflation globale. Toutefois, dans certains pays émergents où les taux d'intérêt réels sont faibles ou négatifs, le risque existe que les banques centrales se laissent déborder.

«Dans de nombreux pays émergents, l'inflation globale a fait un bond de plus de 5 points cette année. Cela tient surtout au fait que l'alimentation et les combustibles y constituent une grande proportion de la consommation. Mais certains signes révèlent

(suite page 102)



Sommet du G-8. De g. à d. : Dominique Strauss-Kahn (FMI), Yasuo Fukuda, Premier ministre japonais, et Nobuo Tanaka, Directeur de l'Agence internationale de l'énergie. Derrière eux, le Président français, Nicolas Sarkozy.

Newscom

Le FMI met l'accent sur quatre grands dossiers

L'action face aux crises imminentes domine le programme du Fonds monétaire international.

Le FMI va centrer ses activités sur les principaux sujets de préoccupation économiques et financiers mondiaux, déplaçant son attention des réformes internes vers les initiatives qu'il peut prendre pour aider les pays membres à relever les défis du XXI^e siècle, a déclaré Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, en présentant les grandes lignes du programme de travail de l'institution pour la période à venir.

«Il est temps de tourner la page. La restructuration du FMI est maintenant bien avancée, mais notre travail de recentrage de l'institution ne fait que commencer», a déclaré M. Strauss-Kahn au Conseil d'administration lors de la réunion du 18 juin 2008. «Nous continuerons d'être guidés par le même principe : répondre aux besoins des pays membres en privilégiant les

domaines dans lesquels nous disposons d'un avantage comparatif.»

Le Conseil des gouverneurs du FMI a approuvé en mai à une écrasante majorité l'élargissement du pouvoir d'investissement de l'institution, élément essentiel du nouveau modèle de financement qui lui permettra de mobiliser diverses sources de revenus. En avril, les Gouverneurs avaient adopté à une large majorité des réformes profondes de la gouvernance de l'institution, en appuyant les mesures visant à augmenter les voix de 185 pays.

M. Strauss-Kahn, qui a pris ses fonctions de Directeur général en novembre dernier, a indiqué que le FMI entend accomplir des progrès sensibles au cours des prochains mois dans quatre dossiers prioritaires :

Aider les pays membres à faire face aux crises imminentes et aux tâches urgentes.

Les actions sont les suivantes :

(suite page 102)

Alimentation et combustibles : certains pays ont atteint un seuil critique

Le FMI vient de publier une étude majeure sur les effets de la hausse des prix des produits de base, disponible à l'adresse : www.imf.org/external/np/pp/eng/2008/063008.pdf. (voir aussi pages 103–108.)

Sommaire

- 103 Envolée des prix des produits de base
- 104 Impact sur les économies africaines
- 106 Causes de la flambée du pétrole
- 107 Réunion de Djeddah sur le pétrole
- 108 Faire face à la poussée des prix
- 109 Deux économistes parlent d'Haïti
- 110 Fonds souverain norvégien
- 112 Mexique : réaliser le potentiel
- 114 Suisse : politique monétaire
- 115 Maurice : croissance miracle?
- 116 L'actualité en bref



Jeremy Clift
Rédacteur principal
Maureen Burke
Directrice de production
Archana Kumar
James Rowe
Simon Willson
Natalie Ramirez-
Djumena
Rédacteurs
Lijun Li
Assistante de rédaction

Kelley McCollum
Niccole Braynen-
Kimani
Assistantes de production
Luisa Menjivar
Directrice artistique
Julio Prego
Compositeur
Édition française
Division française
Services linguistiques
Jean-Marie Macabrey
Traduction
Catherine Helwig
Correction et PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est aussi publié en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Douze numéros paraissent chaque année.

Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, pas plus que les cartes publiées : les noms et les frontières figurant sur ces cartes ne peuvent être considérés comme représentant l'opinion du FMI ni sur le statut juridique des territoires concernés, ni sur la validité des frontières.

Les articles du *Bulletin*, hormis les photos et illustrations, peuvent être reproduits à condition que la source soit citée.

Le courrier à la rédaction doit être adressé à :

Current Communications Division
Room 7-106, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.)
Téléphone : (202) 623-8585
Courriel : imfsurvey@imf.org

Abonnement annuel : 15 dollars EU pour les entreprises et les particuliers. Demandes d'abonnement au *Bulletin du FMI* ou aux autres publications du FMI

IMF Publication Services, Box X2008
IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.)
Téléphone : (202) 623-7430
Télécopie : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org

Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique, et par avion pour les autres pays.

Programme de travail

(suite de la page 101)

• *Aider l'économie mondiale à relever les défis lancés par la hausse des prix des denrées alimentaires et des combustibles.* Le programme de travail précise comment le FMI peut contribuer à faire face à cette tâche urgente par ses conseils de politique économique, son soutien financier et ses travaux analytiques. Le FMI a publié le 1^{er} juillet une analyse importante sur l'effet de la hausse des prix des produits de base, en particulier pour les pays vulnérables.

• *Tirer les leçons de la crise des marchés financiers.* Le programme de travail souligne qu'il est important de tirer les leçons des turbulences sur les marchés financiers mondiaux et que le FMI doit renforcer encore ses travaux sur le secteur financier au niveau des pays.

• *Progresser sur les questions clés de la surveillance.* Le programme de travail montre comment la surveillance bilatérale de base effectuée par le FMI peut être renforcée et comment l'institution peut faire progresser les efforts sur la surveillance, multilatérale et régionale, les effets de contagion mondiale et autres questions dépassant le cadre national, ou les systèmes d'alerte avancée.

Repenser les instruments de prêt du FMI. Le programme de travail souligne la nécessité que le FMI adapte un certain nombre de ses instruments et politiques de prêt, y compris les règles d'accès, pour pouvoir continuer de représenter une option valable pour les pays qui sont confrontés à la volatilité des flux financiers et n'ont qu'un accès limité au finan-

cement. Il propose que les instruments et politiques de prêt du FMI, y compris les règles d'accès, soient réexaminés avant l'Assemblée annuelle d'octobre.

Mettre en place de nouveaux outils d'organisation et renouveler les méthodes de travail. Cela implique que le FMI assure une plus grande cohérence dans ses travaux auprès des pays à faible revenu, concentre davantage ses recherches sur les liens macrofinanciers et adopte éventuellement de nouvelles approches pour toute une série de ses responsabilités et services, y compris les consultations au titre de l'article IV et les programmes de renforcement des capacités.

Faire avancer le programme en matière de gouvernance. À partir des avancées récemment accomplies dans le renforcement de la représentation des pays membres par le réaménagement des quotes-parts et des voix, la seconde étape de la réforme de la gouvernance va s'ouvrir maintenant. Le programme de travail indique que l'examen récent des dispositifs de gouvernance du FMI par le Bureau indépendant d'évaluation offre un point de départ utile à cet égard.

M. Strauss-Kahn a insisté sur le fait que le programme de travail du FMI privilégie «les actions que l'institution peut engager pour aider les pays membres à relever les défis planétaires. Notre objectif est d'enregistrer des progrès substantiels au cours des prochains mois, mais, sur un certain nombre de dossiers, notre travail se poursuivra au-delà de l'Assemblée annuelle». ■

Inflation

(suite de la page 101)

que, par le jeu de ses effets indirects, la hausse des prix alimentaires et énergétiques entraîne une généralisation de l'inflation».

M. Strauss-Kahn s'exprimait à l'issue de la dernière journée du sommet auquel il a participé aux côtés des dirigeants des pays du G-8. L'Union européenne et 15 pays émergents et en développement étaient aussi représentés à cette rencontre, où furent abordés divers sujets, dont le changement climatique, le développement et l'Afrique, la sécurité alimentaire mondiale, les institutions internationales et certains dossiers politiques.

Si on laisse le renchérissement des combustibles et des produits alimentaires se transformer en une poussée généralisée de l'inflation, l'offre et la demande mettront plus de temps à s'adapter à la hausse des prix, ce qui compromettra la croissance en renforçant les anticipations inflationnistes et pénalisera les pauvres, qui sont les plus démunis face à l'inflation, a affirmé M. Strauss-Kahn.

La confiance fragile des marchés

Les marchés financiers restent tendus, a déclaré M. Strauss-Kahn, qui a ajouté

que la confiance des marchés demeurerait extrêmement fragile. Les investisseurs ont été rassurés par les mesures prises par les banques centrales pour contrer les événements systémiques, mais les banques continuent d'avoir besoin de capitaux, ce qui laisse entrevoir un nouveau resserrement du crédit.

«Nous recommandons aux autorités de surveiller de près le secteur financier en sachant qu'une intervention budgétaire pourrait se révéler nécessaire pour venir en aide aux institutions et débiteurs en difficulté». ■

L'envolée des cours des produits de base relance l'inflation

Les effets de la hausse des prix de l'alimentation et du pétrole se font sentir dans l'ensemble de l'économie mondiale : la croissance ralentit, l'inflation globale s'accélère et certains pays connaissent de fortes fluctuations des termes de l'échange, ce qui a des répercussions importantes sur les balances des paiements.

Les pays importateurs nets d'hydrocarbures et de produits alimentaires sont sérieusement ébranlés par les chocs sur les cours des produits de base, qui sont préjudiciables à leurs budgets, selon une étude du FMI publiée le 1^{er} juillet sous le titre *Food and Fuel Prices—Recent Developments, Macroeconomic Impact, and Policy Responses*. Si la hausse se poursuivait à ce rythme, la situation budgétaire de certains pays pourrait devenir insoutenable.

Les relèvements de prix aggravent sensiblement la pauvreté et les conséquences pour les finances publiques et la conduite de la politique budgétaire sont considérables. Le rapport donne une première évaluation approximative des effets de l'enchérissement brutal de l'alimentation et des combustibles sur un large échantillon de pays à revenu faible ou intermédiaire.

Effets sur la balance des paiements

L'étude du FMI fait trois constatations :

- En premier lieu, la majoration des prix de l'alimentation et du pétrole a déjà eu, au cours des 18 derniers mois, une incidence substantielle sur les balances des paiements. Selon l'étude, l'impact brut de la hausse des produits pétroliers pendant la période allant de janvier 2007 à avril 2008 a été supérieur à 2 % du PIB, dans les pays à faible revenu, tandis que celui de la poussée des prix alimentaires en a représenté 0,5 %.

- En deuxième lieu, dans l'éventualité de nouvelles progressions des prix de l'alimentation et du pétrole en 2008 et 2009, de nombreux pays seront probablement confrontés à des difficultés significatives en matière de comptes extérieurs. En faisant l'hypothèse qu'un pays doit disposer de réserves de change couvrant trois mois d'im-



Le renchérissement du pétrole aura probablement des conséquences plus graves sur les balances des paiements que la hausse des prix alimentaires.

portations, l'étude conclut que 37 pays à faible revenu et 25 pays à revenu intermédiaire disposeront de réserves insuffisantes après un double choc sur l'alimentation et le pétrole; avec un autre instrument de mesure, on trouve aussi qu'un nombre similaire de pays à revenu faible ou intermédiaire sont durement touchés si le double choc représente au moins quinze jours d'importations.

- En troisième lieu, le renchérissement du pétrole aurait des conséquences plus nocives et plus étendues sur les balances des paiements que celui de l'alimentation : les importations d'hydrocarbures coûtent, en moyenne, deux fois et demie plus que celles de produits alimentaires dans les pays à faible revenu et à peu près deux fois plus dans les pays à revenu intermédiaire.

Néanmoins, les retombées spécifiquement nationales diffèrent beaucoup. Des pays à faible revenu comme le Bénin, l'Érythrée, le Libéria, Haïti, le Togo, la République Centrafricaine et la République kirghize seront fortement pénalisés : dans chacun d'entre eux, les chocs équivalent à au moins un mois d'importations. En revanche, l'étude prévoit que d'autres pays à faible revenu — comme la Côte d'Ivoire, la Guyane et l'Ouganda — subiront un pré-

judice minime ou pourraient même être bénéficiaires nets.

Effets de l'inflation

L'ascension des cours des produits de base, qui a déjà entraîné une sensible accélération de l'inflation globale, a été à peu près générale et spectaculaire, tant dans les pays à faible revenu que dans ceux à revenu intermédiaire (voir graphique). Dans un échantillon de 120 pays non membres de l'OCDE, l'augmentation de l'indice général des prix à la consommation est passée d'une médiane proche de 5 % en 2006 à plus de 8 % au premier trimestre 2008; parallèlement, le rythme de hausse de l'alimentation a doublé, passant de près de 6 à 12 %.

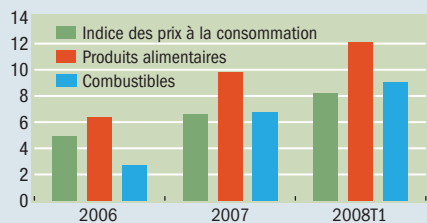
Certains pays sont particulièrement affectés. Dans 18 d'entre eux, le taux d'inflation, mesuré en glissement annuel, a augmenté de plus de cinq points de pourcentage depuis la fin de 2007. Le dérapage résulte parfois d'une répercussion rapide de la hausse de l'alimentation et du pétrole, mais la vigueur de la demande a aussi joué un rôle.

Ce sont les prix alimentaires — et non ceux des combustibles — qui influent le plus sur le rythme de l'inflation. Ils ont en effet une pondération élevée dans l'indice,

Spirale des prix

L'inflation des combustibles et des prix alimentaires a doublé depuis 2006.

(inflation médiane dans 120 pays à revenu faible ou intermédiaire, en glissement annuel, pourcentage)



Source : FMI.

en moyenne cinq fois supérieure à celle du pétrole (37 % contre 7 %). Certes, la hausse du pétrole peut évidemment se répercuter sur d'autres prix par enchaînement, mais les conséquences immédiates sur le taux d'inflation résultent encore principalement de l'alimentation.

Effets sur la pauvreté

Les pauvres qui vivent en milieu urbain souffrent le plus directement du relève-

ment des prix alimentaires. Dans les pays émergents et en développement, la proportion du budget des ménages consacrée à la nourriture est habituellement très supérieure à celle des produits et des services liés au pétrole.

Dans les économies émergentes, la part des dépenses d'alimentation dans le budget des ménages excède en général 25 %, tandis qu'elle dépasse souvent 50 % dans les pays en développement. En revanche, les combustibles absorbent normalement moins de 10 % d'un budget, mais cela résulte aussi des subventions internes élevées qu'accordent certains pays pour ces produits.

Toutefois, l'incidence, directe et indirecte, de la hausse des produits pétroliers sur les populations urbaines défavorisées sera sans doute élevée. La proportion de mal nourris, qui représente actuellement plus de 40 % de la population totale des pays en développement, pourrait aussi s'élever rapidement. La conjonction d'une forte dépendance à l'égard des importations et d'un haut degré de pauvreté rend

les pays plus vulnérables au renchérissement de l'alimentation.

Effets sur les finances publiques

Les pays ont pris diverses mesures de politique budgétaire, portant à la fois sur les recettes et les dépenses, pour atténuer les conséquences de la hausse des prix. Ces mesures ont un coût budgétaire, qui risque d'être substantiel. Dans quelque 29 pays, il dépasse 1 % du PIB, la plus grande partie étant imputable à la majoration des subventions générales sur les produits pétroliers. Parmi les 79 pays confrontés à une augmentation des charges publiques, 50 sont classés comme vulnérables sur le plan de la balance des paiements.

Dans les mois à venir, les pays vont devoir affiner leurs réponses de politique économique pour les rendre plus efficaces. Le FMI peut aider les gouvernements à évaluer leurs options budgétaires pour en gérer le coût, tout en garantissant la viabilité des finances publiques. Les solutions seront nécessairement propres à chaque pays. ■

L'Afrique éprouvée par la flambée des produits de base

De nombreux pays africains subissent de plein fouet la crise mondiale des prix des carburants et de l'alimentation.

La flambée des prix alimentaires en particulier frappe surtout les pauvres — qui consacrent souvent une très grande part de leurs dépenses à l'alimentation — et risque donc d'anéantir les progrès accomplis en matière de lutte contre la pauvreté, de cohésion sociale et, plus généralement, de développement.

La hausse des prix du carburant produit elle aussi des effets dévastateurs en faisant monter le coût de la production agricole et en aggravant la crise alimentaire. Pour de nombreux pays, la conjonction de ces deux chocs entraîne une augmentation considérable de la facture d'importation, ce qui risque de nuire à la stabilité macroéconomique, à la croissance et aux efforts déployés pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Le Département Afrique du FMI a analysé les conséquences de l'évolution défavorable des prix pour la balance des paiements des pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne. Il a ainsi établi une liste de 18 pays particulièrement éprouvés qui ont besoin d'urgence d'un soutien supplémentaire à la balance des paiements et au budget. Cette liste, qui n'est pas figée, reflète la situation des pays ainsi que les hypothèses de base au mois de mai 2008.

Des répercussions inévitables

Tout porte à croire que la hausse des prix des carburants et de l'alimentation va perdurer. Il est donc inévitable qu'elle finisse par se répercuter sur les prix intérieurs, sans que l'augmentation soit forcément immédiate. Plus généralement, les pouvoirs publics devront adapter leurs politiques, en particulier les poli-



Selon le FMI, les pays africains devront peut-être accroître leurs dépenses budgétaires pour développer leur agriculture.

Frank May/Newscom

tiques monétaires et budgétaires. Dans certains cas, le taux de change pourrait aussi jouer un rôle important. Dans ce contexte, un financement supplémentaire serait déterminant à deux égards.

- À court terme, un soutien extérieur additionnel destiné à financer le surcoût des importations peut donner aux pays le répit dont ils ont besoin pour procéder progressivement aux ajustements nécessaires, ce qui en atténuera les effets économiques et réduira les pressions sociales. Ce soutien pourrait aussi permettre

à certains pays d'afficher temporairement des déficits budgétaires plus prononcés afin de mettre en place une aide budgétaire ciblée en faveur des plus pauvres.

- À plus long terme, des dépenses budgétaires supplémentaires seront peut-être nécessaires pour promouvoir le développement de l'agriculture et mettre en place durablement des dispositifs de protection sociale. Ces dépenses pourront être financées en partie par l'augmentation des recettes intérieures ou la réduction d'autres dépenses, mais un financement concessionnel supplémentaire sera aussi indispensable. Les conditions auxquelles ce financement sera accordé devront tenir compte de l'endettement des pays; pour la plupart d'entre eux, cette aide devrait être consentie entièrement, ou très largement, sous forme de dons.

Un financement additionnel est indispensable

L'analyse du FMI a pour but d'identifier les pays qui, à brève échéance, auront sans doute le plus besoin d'un surcroît de financement concessionnel. En moyenne, l'évolution du prix des carburants et de l'alimentation a des effets prononcés sur la balance des paiements, mais ces effets varient énormément d'un pays à l'autre, en fonction de la structure des échanges commerciaux et de la situation de départ du pays.

Il convient cependant d'apporter deux nuances, car, s'il est justifié de s'intéresser avant tout aux pays les plus durement touchés par la hausse des prix, leur liste ne saurait être figée. Premièrement, les seuils définis pour inscrire ou non un pays sur cette liste sont en partie arbitraires; certains pays actuellement en deçà de ces seuils connaissent bel et bien des besoins considérables et urgents. Deuxièmement, la liste se fonde sur les hypothèses de prix et la situation des pays en mai 2008, mais cette configuration évoluera avec le temps.

Sont inscrits sur la liste les pays où la hausse des prix des carburants et de l'alimentation en 2008 a eu, sur la balance commerciale, des effets dont l'ampleur a dépassé l'un des deux seuils suivants :

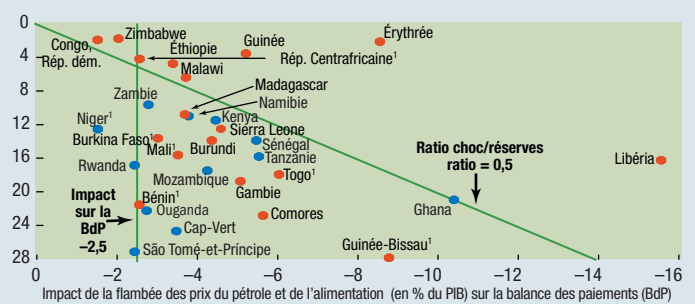
- 50 % des réserves internationales de début de période : Érythrée, Éthiopie, Guinée, Libéria, Madagascar, Malawi, République démocratique du Congo et Zimbabwe.
- 2,5 % du PIB, dans le cas des zones monétaires que sont l'Union économique et monétaire ouest-africaine et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, à savoir Bénin, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Mali, République Centrafricaine et Togo, et dans le cas des États dont les cadres institutionnels étaient particulièrement fragiles en début de période, à savoir Burundi, Comores, Gambie et Sierra Leone.

Pour Madagascar, le coût de la reconstruction après les catastrophes naturelles est aussi à prendre en compte. Dans le cas du Zimbabwe, les estimations sont très incertaines en raison des problèmes d'accès aux données. Le Sénégal, qui remplit le deuxième critère, n'est pas inscrit sur cette liste parce que d'autres facteurs ont influé sur la balance des paiements.

Les effets des chocs

De nombreux pays africains sont durement touchés par l'ampleur des chocs et par leurs effets sur les réserves internationales.

(réserves internationales, pourcentage du PIB)



Source : FMI.

¹Les pays de la zone franc mettent leurs réserves en commun. Le niveau des avoirs de réserves de l'ensemble du groupe peut être plus instructif que les coefficients de réserve des différents pays.

L'analyse est accompagnée de notes d'une page par pays. On y constate que les pays ont connu des expériences très variées, comme l'illustrent les deux exemples ci-après.

- En République Centrafricaine, la balance des paiements est fragilisée à la fois par la hausse des prix des carburants et celle des prix de l'alimentation. Face au surcoût de la facture d'importation (d'environ 2,5 % du PIB), le programme actuellement appuyé par le FMI a été augmenté en juin.
- Le Malawi est pénalisé surtout par la flambée du prix du pétrole ainsi que par la hausse du prix des engrais. L'effet négatif est de l'ordre de 4 % du PIB, ce qui représente plus de la moitié des réserves internationales. ■

Andrew Berg et Paulo Drummond
Département Afrique du FMI

FMI Bulletin

FORMULAIRE D'ABONNEMENT

L'abonnement est gratuit pour les lecteurs des pays en développement. Les autres doivent payer les frais postaux.

- **Oui**, j'ai droit à un abonnement gratuit, car je réside dans un pays en développement.

Nom complet (M./M^{me}/M^{lle})

Fonction

Nom de l'organisation

Adresse

Ville

Région/district

Code postal

Pays

Numéro de téléphone (bureau)

Numéro de téléphone direct (s'il est différent du premier)

Adresse électronique

Numéro de télécopie

- Si vous ne résidez pas dans un pays en développement, vous devrez peut-être payer un abonnement. Vous trouverez des renseignements et la liste des pays concernés sur le site : www.imfbookstore/imfsurvey.

FORMULES DE PAIEMENT

Paiement ci-joint. Veuillez libeller les chèques à l'ordre de *International Monetary Fund*.

Veuillez facturer ma carte de crédit : Visa/MasterCard/American Express

N° de carte _____ Date d'expiration (mois/année) : /

Signature : _____ (obligatoire pour toutes les commandes) Date : _____

Remplir et retourner le formulaire à :
International Monetary Fund
Publication Services
700 19th Street, N.W.
Washington, DC 20431 (U.S.A.)

Ou nous contacter par :
Télécopie : +1 (202) 623-7301
Courriel : publications@imf.org
Internet : www.imfbookstore/imfsurvey
Téléphone : +1 (202) 623-7430

Le FMI va analyser les causes de la flambée du pétrole

Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, a annoncé que son organisation allait analyser les facteurs réels et financiers à l'origine du récent bond des prix du pétrole et des produits de base, leur volatilité et les conséquences sur l'économie mondiale.

M. Strauss-Kahn, qui répondait à une demande des grands pays industrialisés membres du G-8, a précisé que l'analyse chercherait à cerner le rôle éventuel de la spéculation financière dans la récente envolée des cours.

«Nous devons examiner son ampleur et ses effets sur le marché et les marchés à terme», a-t-il déclaré devant la presse à l'issue des réunions des 13 et 14 juin à Osaka.

Il a ajouté qu'il n'était pas sûr que la spéculation ait joué un rôle, mais que certains ministres du G-8 souhaitaient que cette question soit examinée. Le Directeur général du FMI, par ailleurs, a déclaré qu'il prévoyait que le ralentissement de l'économie mondiale freinerait la hausse des prix du pétrole.

Ralentissement mondial

L'incidence de l'augmentation du coût des produits énergétiques et alimentaires sur la croissance mondiale a dominé les entretiens d'Osaka, auxquels M. Strauss-Kahn a participé, entre les ministres des finances des pays du G-8.

Les ministres se sont réunis en juin pour préparer le sommet du G-8 en juillet à Hokkaido, au Japon. La réunion a été assombrie par plusieurs développements : les répercussions de la crise du marché américain des crédits hypothécaires à risque, les retombées de la hausse des prix des combustibles et des produits de base sur une économie mondiale déjà en perte de vitesse et, enfin, le risque d'une accélération de l'inflation dans plusieurs pays.

M. Strauss-Kahn a déclaré qu'il s'attendait encore à un ralentissement prolongé de l'activité économique mondiale en dépit des résultats meilleurs que prévu enregistrés au premier trimestre par certains pays industrialisés, notamment les États-Unis. «Même si le ralentissement sera peu profond, il sera durable», a déclaré le Directeur général.



Le G-8 a demandé aux pays pétroliers d'accroître leur production pour freiner la hausse du brut.

Karen Bleier/AFP/Newscom

Rapport à l'Assemblée annuelle

Dans son communiqué, le G-8 demande au FMI et à l'Agence internationale de l'énergie (AIE) de «travailler ensemble, en collaboration avec les autorités nationales concernées, pour approfondir l'analyse des facteurs réels et financiers à l'origine de la récente flambée des prix du pétrole et des produits de base, de leur volatilité et des effets sur l'économie mondiale, en vue de remettre un rapport sur le sujet à la prochaine Assemblée annuelle» du FMI et de la Banque mondiale qui se déroulera à Washington en octobre prochain.

Par ailleurs, le G-8 a exhorté les pays producteurs de pétrole à accroître leur production afin de freiner l'envolée des prix du brut.

M. Strauss-Kahn estime que le FMI a un rôle à jouer dans les efforts déployés pour mieux mettre en évidence les interactions de l'économie mondiale à la suite du boom des produits de base. Selon lui, le consensus qui prévalait naguère sur cette question est maintenant «dépassé».

«Il nous faut approfondir considérablement l'analyse pour mieux appréhender notre environnement économique», a-t-il déclaré.

Le communiqué du G-8 mentionnait d'autres questions concernant le FMI :

• **Le renforcement du système financier international.** Le G-8 attend avec intérêt

des progrès tangibles dans le cadre des travaux entrepris par le FMI et le Forum de stabilité financière pour améliorer les capacités d'alerte avancée du secteur financier.

• **L'amélioration de la transparence du marché pétrolier.** Les ministres ont appelé de leurs vœux une plus grande transparence et une fiabilité accrue des informations de marché (s'agissant notamment des stocks de pétrole) et ont souhaité que l'initiative JODI (initiative conjointe sur les données pétrolières), à laquelle participe le FMI, suscite une plus grande participation.

• **Les fonds souverains.** Le G-8 a encouragé les investisseurs à collaborer avec le FMI pour identifier et adopter des normes exigeantes dans des domaines tels que la gouvernance, la gestion du risque et la transparence.

• **Le renchérissement des prix alimentaires.** Le G-8 a salué les travaux engagés par le FMI pour répondre aux besoins des pays importateurs de produits alimentaires confrontés à des problèmes de balance des paiements, notamment en réexaminant sa facilité de protection contre les chocs exogènes.

• **Les subventions aux combustibles.** Le G-8 a demandé au FMI de travailler à une réforme des subventions aux combustibles fossiles et de présenter un rapport sur la question à l'Assemblée annuelle. ■

Réunion de Jeddah : rétablir la stabilité du marché pétrolier

Les principaux pays producteurs et consommateurs de pétrole se sont réunis à Djeddah le 22 juin à l'invitation du gouvernement saoudien pour traiter des causes de la récente flambée des cours du pétrole et ébaucher des mesures propres à stabiliser les marchés pétroliers.

Soulignant les retombées négatives de la montée et de la volatilité des cours sur l'économie mondiale, la réunion a lancé un appel urgent en faveur d'une riposte concertée pour améliorer le fonctionnement des marchés pétroliers.

Les participants ont reconnu que la stabilité des marchés passait par la mise en œuvre conjointe d'un large éventail de mesures, dont l'augmentation des investissements dans le secteur pétrolier, une répercussion plus poussée des signaux des prix sur les usagers ultimes et une amélioration des données sur les marchés pétroliers.

L'Arabie Saoudite, qui avait déjà prévu d'accroître sa production de 0,5 million de barils par jour (mbj) pendant le reste de l'année, a annoncé lors de la rencontre qu'elle était prête à augmenter davantage. Sa capacité de production atteindra 12,5 mbj d'ici la fin 2009 et des plans sont déjà prêts pour la porter à 15 mbj si l'évolution de la demande le justifie. L'Arabie Saoudite fournira par ailleurs une assistance de 1,5 milliard de dollars aux pays les plus pauvres pour les aider à faire face au renchérissement du pétrole et des denrées alimentaires.

Nouvel éventail de mesures

La réunion a tracé les contours d'un large éventail de mesures notamment destinées à :

- investir davantage dans le secteur pétrolier;
- intensifier la transparence et la réglementation des marchés financiers liés au pétrole;
- enrichir les données sur le marché pétrolier;
- renforcer la coopération entre compagnies pétrolières internationales et nationales et améliorer l'accès à la technologie;
- veiller à répercuter les signaux des prix sur les usagers ultimes;
- accroître l'aide au développement des pays pauvres les plus touchés par la flambée des cours.

Anticipations des marchés

Représentant le FMI à la réunion de Djeddah, M. John Lipsky, Premier Directeur général adjoint, a salué l'annonce faite par l'Arabie Saoudite et signalé qu'il était urgent «d'adopter des mesures énergiques capables d'inverser le sentiment qui prévaut sur les marchés et d'étayer leurs anticipations».

L'augmentation de la production annoncée par les autorités saoudiennes et leur engagement à accroître leur capacité de production sont, selon lui, autant de signaux importants à cet égard. Il a ainsi ajouté : «J'espère que les autres grands pays producteurs et consommateurs leur emboîteront le pas en adoptant des mesures concrètes. Il faut avant tout ajuster les politiques qui sont à l'origine des rigidités et empêchent l'offre et la demande de réagir correctement aux signaux de la montée des prix».



La réunion de Djeddah a insisté sur la nécessité d'avoir des informations sur les capacités d'aval et d'amont, les plans d'expansion et les réserves prouvées.

Les participants ont généralement reconnu que les fondamentaux sous-jacents de l'offre et de la demande de pétrole avaient joué un rôle essentiel dans la récente envolée des cours. La faible croissance des capacités de production et la vigueur persistante de la demande des pays émergents ont abouti à une diminution des excédents de capacité et aux tensions constatées sur le marché.

Facteurs financiers

Les points de vue ont, en revanche, continué de diverger quant au rôle de la spéculation financière et des opérations financières liées aux matières premières. Dans son intervention, M. Lipsky a signalé que les facteurs financiers avaient joué un rôle passager dans la récente montée des cours du pétrole, mais qu'il était difficile d'établir si les investissements dans les marchés financiers liés aux matières premières avaient eu un effet durable sur les cours ces dernières années.

M. Lipsky a rappelé que le FMI allait approfondir cette question conjointement avec l'Agence internationale de l'énergie, ainsi que l'ont demandé les ministres des finances du G-8 à Osaka.

Outre le renforcement du rôle des signaux des prix sur les marchés pétroliers, il a été généralement admis que l'amélioration des données sur ces marchés était un axe prioritaire. Les participants ont par ailleurs souligné qu'en plus des données mondiales sur la demande, la production et les stocks, il importait d'avoir des informations sur les capacités d'aval et d'amont, les plans d'expansion et les réserves prouvées. Ce n'est qu'à partir de ces données que les marchés pourront évaluer les tendances de production actuelles et futures.

D'ici la fin 2008, le Royaume-Uni organisera une autre conférence pour dresser un bilan des mesures adoptées. ■

Thomas Helbling
Département des études du FMI

Pouvoirs publics : comment réagir?

Selon une nouvelle étude du FMI, les pays disposent d'une gamme de mesures monétaires, commerciales et budgétaires pour juguler l'impact désastreux du renchérissement des produits alimentaires et pétroliers et s'adapter à la situation.

La menace de la famine a dramatiquement aggravé l'enjeu pour les pays à revenu faible ou intermédiaire qui dépendent d'aliments et de combustibles importés. Ces pays doivent à présent trouver comment nourrir les affamés et maintenir leur stabilité macroéconomique face à l'accélération de l'inflation et au ralentissement de la croissance.

Les politiques appropriées varient beaucoup d'un pays à l'autre. Le FMI aide les pays à évaluer l'impact macroéconomique des chocs sur les prix de l'alimentation et des combustibles et préconise les moyens de créer l'espace budgétaire nécessaire pour accroître les dépenses en faveur des pauvres, contenir l'inflation par la politique monétaire et du taux de change, et structurer la politique commerciale de façon à équilibrer l'offre et la demande.

Le FMI fournit aussi une assistance technique. Il peut par exemple aider les pays à modifier leur fiscalité et leurs tarifs douaniers ou à concevoir des programmes de transferts ciblés pour les pauvres. Il se tient prêt à décaisser rapidement des fonds aux pays qui font face à des besoins de balance des paiements, et a déjà fourni un financement supplémentaire à sept pays à faible revenu grâce à sa facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance.

Des pays recourent déjà à une vaste gamme d'instruments de politique pour atténuer l'impact de la hausse des prix de l'alimentation et des combustibles. Sur le plan de l'efficacité, il vaut mieux transmettre en totalité les hausses de prix aux consommateurs, car cela encourage les producteurs à accroître l'offre et les consommateurs à réduire la demande. Simultanément, les pauvres doivent être protégés.

La meilleure approche consiste à élaborer un dispositif de protection sociale bien ciblé, mais de nombreux pays à faible revenu n'en ont ni la capacité ni les moyens budgétaires. C'est pourquoi la plupart des pays affectés

ont dû recourir à d'autres politiques susceptibles d'être appliquées rapidement.

Vingt-neuf des 46 pays qui déclarent subventionner les carburants ont augmenté leurs subventions face à l'envolée des prix du pétrole. Ces aides ont atteint des niveaux stupéfiants dans certains pays : cinq affirment y consacrer plus de 5 % de leur PIB. Outre qu'elles sont très coûteuses, les subventions généralisées encouragent la surconsommation, exacerbent les pressions à la hausse des prix du carburant sur le marché mondial et sont difficiles à éliminer.

Quatre-vingt quatre pays signalent avoir abaissé les taxes sur les produits alimentaires, mais la réduction des taux d'imposition sur la consommation et des droits d'accise entraîne une hausse de la



Il faut éliminer les taxes et restrictions à l'exportation afin que producteurs et consommateurs puissent s'adapter à la hausse des prix alimentaires.

consommation. Et comme les ménages aisés consomment une part disproportionnée de presque tous les produits, ils reçoivent aussi une part disproportionnée de l'avantage d'une réduction des taux d'imposition.

Vingt-huit pays rapportent subventionner directement les produits alimentaires, certains à hauteur de plus de 1 % du PIB. Vingt-deux ont accru les subventions alimentaires depuis 2006. Les subventions généralisées abaissent les prix, mais tous ceux qui achètent ces produits moins chers en profitent, y compris ceux qui auraient les moyens d'en payer le prix réel.

Cinquante-six pays ont tenté de contourner les problèmes que posent les prix subventionnés et les réductions d'impôts en ciblant les transferts sur certains

groupes (plus vulnérables) au moyen de déjeuners scolaires, de projets de travaux publics et de transferts en numéraire.

Trente-neuf pays ont accru ces subventions. Comme nous l'avons indiqué, des transferts ciblés peuvent être très efficaces mais sont difficiles à gérer pour les pays dont les ressources sont limitées.

Une autre difficulté importante consiste à contenir l'inflation. Il vaut mieux en général que les pays tentent de faire face aux effets du renchérissement de l'alimentation et des combustibles au moyen de la politique monétaire pour éviter des augmentations de prix plus généralisées. Ceci est particulièrement important pour les pays où les prix sont déjà en hausse du fait de l'accroissement des dépenses budgétaires.

Dans la mesure où les chocs paraissent devoir être définitifs, ils exigeront sans doute une dépréciation réelle du taux de change des pays importateurs nets de produits alimentaires et pétroliers. Le resserrement de la politique monétaire permettrait de réaliser une grande partie de cette dépréciation réelle par une baisse de l'inflation plutôt que par une dépréciation nominale.

De nombreux pays ont aussi réagi à la crise au moyen de la politique commerciale. Certains grands producteurs alimentaires ont imposé des restrictions aux exportations. Si le désir d'assurer la sécurité alimentaire de la nation est compréhensible, de telles politiques aggravent le problème global en décourageant la production. Il conviendrait donc d'éliminer les taxes et restrictions à l'exportation afin que producteurs et consommateurs puissent s'adapter au niveau plus élevé des prix. En revanche, les réductions de tarifs douaniers peuvent être utiles en réduisant les distorsions aux échanges et en atténuant les hausses des prix.

Par souci d'équité et forcés de réagir rapidement, de nombreux pays ont mis en œuvre des mesures généralisées (plutôt que ciblées), mais celles-ci coûtent cher. Les recherches du FMI montrent que les réserves de près de 60 pays à revenu faible ou intermédiaire risquent de tomber à des niveaux dangereusement bas si les prix restent à leur niveau actuel ou continuent d'augmenter. ■

Le FMI accroît son aide financière à Haïti

Le FMI a octroyé une aide supplémentaire à Haïti, pays durement touché par la récente flambée des prix des produits de base. Deux économistes du FMI, Andreas Bauer et Laure Redifer, expliquent ci-dessous comment le FMI aide les autorités de Port-au-Prince à affronter la crise.

Bulletin : Comment le FMI aide-t-il Haïti à faire face à l'envolée des prix, accroître sa production alimentaire et créer des emplois?

M. Bauer : Gros importateur net de denrées alimentaires, Haïti a été particulièrement touché par l'envolée des prix internationaux. Celle-ci a eu aussi un effet notable sur l'inflation intérieure et entraîné un creusement du déficit commercial. En réponse aux chocs, nous avons modifié les objectifs du programme d'Haïti afin de tenir compte des dépenses proposées par le gouvernement pour faire face à la crise. À l'origine, il s'agissait essentiellement de subventions temporaires sur le prix du riz.

Depuis, les autorités ont accru les programmes visant à mieux cibler l'aide sur les personnes les plus vulnérables, ainsi que les programmes destinés à stimuler la production alimentaire intérieure. En outre, la politique monétaire et les cibles d'accumulation de réserves officielles ont été ajustées pour limiter les retombées de la hausse des prix alimentaires et pétroliers internationaux sur les autres prix.

Enfin, le FMI vient d'approuver un accroissement sensible de son soutien financier à Haïti (environ 26,5 millions de dollars) dans le cadre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance. Le décaissement de concours financiers supplémentaires aidera à amortir l'ajustement économique nécessaire pour corriger les déséquilibres extérieurs d'Haïti causés par la forte hausse du coût des combustibles et des produits alimentaires.

Bulletin : Le FMI collabore-t-il avec d'autres organisations pour aider Haïti?

M. Redifer : Nous travaillons avec des organismes financiers internationaux et les bailleurs de fonds bilatéraux pour catalyser l'aide. Nous nous attachons surtout, en

collaboration avec les autorités haïtiennes, à définir les financements nécessaires à la mise en œuvre du budget programmé et des mesures d'urgence, et à communiquer nos conclusions aux donateurs pour leur permettre d'accroître leur soutien en conséquence. Pour nombre d'entre eux, le maintien de la stabilité macroéconomique et son suivi, assuré par le FMI, sont des conditions préalables aux décaissements en faveur d'Haïti.

Bulletin : Certains affirment que l'accent mis par le FMI sur la libéralisation des échanges commerciaux a compromis la sécurité alimentaire d'Haïti.

M. Bauer : Nous sommes conscients que le FMI a été accusé d'avoir «forcé» Haïti à abaisser ses droits de douane et même à abandonner la production de produits agricoles, notamment le riz. Ceci est faux, et il est important de rétablir la vérité. La libéralisation qui a conduit à l'abaissement des tarifs douaniers sur le riz au niveau actuel a été effectuée en deux étapes au milieu des années 90.

En novembre 1994, le gouvernement a ramené les droits sur le riz de 50 % à 10 %. Une loi prévoyant une vaste réforme des tarifs douaniers et une réduction supplémentaire des droits sur le riz, ramenés de 10 à 3 %, a été soumise par les autorités au parlement en décembre 1994 et approuvée en janvier et février 1995.

Or, Haïti n'a signé son accord avec le FMI qu'en mars 1995, c'est-à-dire après l'adoption des réductions de tarifs.

Bulletin : Pour autant, le FMI a-t-il encouragé la réduction des droits sur le riz?

M. Bauer : Le FMI était favorable à la libéralisation des échanges commerciaux en général, mais pas spécifiquement sur le riz. Notre institution est favorable à une libéralisation générale du commerce — dans les pays tant développés qu'en développement — parce qu'il est établi que les pays ouverts aux échanges enregistrent de meilleurs résultats que les pays dotés de régimes commerciaux restrictifs et connaissent une croissance plus rapide.

Dans le cas précis du riz, c'est le niveau élevé du coût de la vie qui a amené les autorités haïtiennes à réduire les droits, avant même la mise en œuvre de la réforme générale des tarifs douaniers. À l'époque, le taux d'inflation dépassait 40 % et posait de sérieux problèmes. Pour les autorités, la réduction des tarifs sur le riz et d'autres produits alimentaires était une façon de faire face à cette situation.

Bulletin : Pourquoi la production de riz est-elle insuffisante à Haïti?

M. Redifer : Il ne s'agit pas seulement du riz : la production de nombreuses denrées alimentaires a diminué, y compris dans les cultures d'exportation. Cela laisse à penser que des problèmes plus fondamentaux ont contribué à la baisse de la compétitivité, notamment la mauvaise qualité des infrastructures rurales (irrigation, routes), faute d'investissements et de moyens de production suffisants, et, plus généralement, la piètre qualité du climat des affaires due à l'incertitude ambiante et aux tensions politiques et sociales.

Bulletin : Quelles sont les perspectives d'Haïti?

M. Redifer : Les autorités ont accompli des progrès remarquables dans plusieurs domaines. L'exécution de la loi de finances — un point faible dans le passé — s'est considérablement améliorée. En conséquence, les investissements financés sur ressources intérieures ont augmenté de près de 140 % au premier semestre de l'année budgétaire. Les investissements publics sont essentiels pour éliminer les goulets d'étranglement qui entravent l'activité du secteur privé, notamment le secteur agricole, et permettre aux exportations de textiles de tirer avantage de l'élargissement des préférences commerciales des États-Unis.

Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté achevé récemment propose une feuille de route pour renforcer les services sociaux, développer les infrastructures et cultiver des zones de croissance et de création d'emplois. Sa mise en œuvre améliorerait considérablement les perspectives de développement d'Haïti. ■

Fonds pétrolier norvégien : un exemple pour les fonds souverains

Le Fonds pétrolier norvégien — récemment rebaptisé Government Pension Fund-Global (caisse de retraite publique) —, est souvent qualifié de fonds souverain exemplaire. Il constitue un modèle pour la définition d'une nouvelle panoplie de principes volontaires à l'intention des fonds souverains.

Ces fonds sont surveillés de plus en plus près en raison du rôle croissant qu'ils jouent sur les marchés financiers mondiaux. Leurs actifs sont actuellement estimés à environ 3 billions de dollars (voir tableau) et, selon les experts, devraient passer à 10 billions au cours des 5 à 10 années à venir.

Leur importance grandissante et le dynamisme de leurs stratégies d'investissement devraient affecter la structure des marchés financiers internationaux et le prix des actifs. Il est vrai que leurs échéances lointaines, leur faible coefficient d'emprunt et l'absence de

créances pouvant entraîner des retraits rapides de fonds pourraient contribuer à stabiliser les marchés financiers internationaux en haussant leur liquidité et en modérant la volatilité des prix des actifs.

Toutefois, ces fonds pourraient aussi exacerber les incertitudes du marché, ne serait-ce qu'à cause de leur taille, de la rapidité de leur développement et de leur capacité à modifier soudainement leurs stratégies d'investissement — le tout parfois conjugué à un manque de transparence et à des objectifs d'investissements opaques.

En raison des préoccupations suscitées par ces fonds, le FMI s'est vu confier un nouveau mandat consistant à faciliter la mise au point d'un ensemble de principes volontaires portant sur la gouvernance, la transparence et la responsabilisation. Un Groupe de travail international sur les fonds souverains, créé fin avril 2008, a commencé à y travailler.

Ces nouveaux principes devraient aider les pays dotés de fonds souverains à la fois à renforcer leurs institutions et leur cadre d'action et à servir leurs intérêts macroéconomiques et financiers. Les principes permettront aussi d'atténuer les inquiétudes des pays qui bénéficient des investissements des fonds souverains et de promouvoir un système monétaire et financier mondial ouvert.

Gonflés à bloc

Les experts estiment que le total des actifs des fonds souverains augmentera rapidement pour dépasser 10 billions de dollars dans les 5 à 10 années à venir.

(estimation des actifs des plus grands fonds souverains internationaux, fin 2007, en millions de dollars)

Pays	Nom du Fonds	Actifs	Année de création	Source des fonds
TOTAL		2.926.630		
EAU	Abu Dhabi Investment Authority ¹	875.000	1976	Pétrole
Norvège	Norway Government Pension Fund-Global	341.200	1996	Pétrole
Singapour	Government of Singapore Investment Corporation	330.000	1981	Autres
Arabie Saoudite	Fonds saoudien de différents types	300.000	Pétrole
Koweït	Reserve Fund for Future Generations	250.000	1953	Pétrole
Chine	State FX Investment Corporation et Hueijing Co. ²	200.000	2007	Autres
Singapour	Temasek Holdings ¹	159.210	1974	Autres
Russie	Fonds de stabilisation ³	133.000	2003	Pétrole
Libye	Oil Reserve Fund	50.000	2005	Pétrole
Algérie	Fonds de régulation des recettes	42.600	2000	Pétrole
Qatar	Qatar Investment Authority	40.000	Pétr., gaz
États-Unis	Permanent Reserve Fund (Alaska)	38.000	1976	Pétrole
Brunei	Brunei Investment Authority	30.000	1983	Pétrole
Malaisie	Khazanah Nasional BHD	25.700	1993	Autres
Corée	Korea Investment Corporation	20.000	2006	Autres
Chili	Nouveau fonds souverain basé sur le Fonds du cuivre ⁴	17.820	1985	Cuivre
Kazakhstan	Kazakhstan National Fund	17.600	2000	Pétr., gaz
Prov. chinoise de Taïwan	National Stabilization Fund	15.000	Autres
Canada	Alberta Heritage TF	15.500	1976	Pétrole
Iran	Oil Stabilization Fund	15.000	1999	Pétrole
Nigéria	Excess Crude Account	11.000	2003	Pétrole

Sources : Stephen Jen, 2007, «How Big Could Sovereign Wealth Funds Be by 2015?» et études de Morgan Stanley.

¹Estimation, septembre 2007.

²Lancé en septembre 2007.

³Scindé en février 2008 en «Reserve Fund» et «National Welfare Fund».

⁴Le «Pension Reserve Fund» et l'«Economic and Social Stabilization Fund».

Note : «...» indique que les données ne sont pas disponibles.

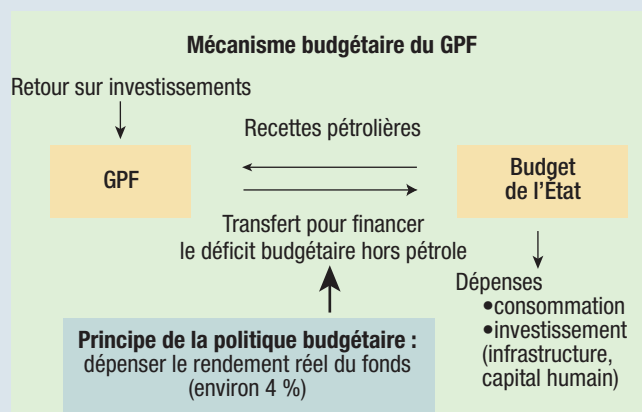
Enseignements de l'expérience norvégienne

Le Government Pension Fund-Global (GPF) présente un certain nombre de caractéristiques propres qui pourraient servir de modèle à d'autres fonds souverains. Le GPF est l'un des fonds souverains les plus importants au monde et dont l'expansion est la plus rapide. Ses actifs se montaient à 373 milliards de dollars à la fin de 2007, soit près de 100 % du PIB de la Norvège. Le fonds norvégien attire l'attention parce qu'il fonctionne selon les pratiques optimales définies par les normes internationales :

Graphique 1

Un partenaire budgétaire

L'une des caractéristiques intéressantes du fonds souverain GPF de la Norvège est qu'il fait partie intégrante de la politique budgétaire du pays.





Newscom

Pétrolier dans un fjord norvégien. Le fonds souverain de la Norvège est l'un des fonds les plus importants au monde et dont la croissance est la plus rapide.

- Son objectif déclaré est d'étayer l'épargne publique et de promouvoir le transfert intergénérationnel des ressources. Le fonds facilite la gestion à long terme des recettes pétrolières de l'État et permet de préfinancer les dépenses publiques des retraites.
- Il fonctionne comme un outil de politique budgétaire qui sert à limiter les dépenses de l'État. Son capital se compose des recettes des activités pétrolières. Ses dépenses consistent en transferts vers le budget visant à financer le déficit hors pétrole. Les directives, introduites en 2001, prévoient limiter le déficit structurel hors pétrole de l'administration centrale à environ 4 % des actifs du GPF. Le taux de rendement réel à long terme étant estimé à 4 %, le fonds conserve son capital réel et ne dépense que son rendement.
- Il est totalement intégré au budget (graphique 1). L'allocation nette du fonds fait partie intégrante du processus budgétaire, ce qui assure la transparence de l'excédent réel du budget et de l'utilisation des recettes pétrolières par l'État.
- Sa stratégie d'investissement est menée dans une transparence totale (graphique 2). Le ministère des finances (qui détient le fonds) fait régulièrement rapport sur le cadre de gouvernance, les objectifs du fonds, sa stratégie d'investissement et ses résultats, ainsi que sur ses principes déontologiques. La banque centrale (qui gère le fonds) publie des rapports trimestriels et annuels sur la gestion du fonds,

notamment ses résultats et une liste annuelle de tous ses investissements. Des informations détaillées sont également publiées sur les votes lors des assemblées d'actionnaires.

- Ses actifs sont investis uniquement à l'étranger. Cette stratégie assure la diversification des risques et des rendements financiers confortables. Qui plus est, elle contribue à protéger l'économie non pétrolière des chocs du secteur des hydrocarbures susceptibles d'exercer des pressions sur le taux de change (le « syndrome hollandais »). Le GPF détient de petites participations dans plus de 7.000 sociétés à travers le monde (sa participation moyenne à la fin de 2007 était de 0,6 %, alors que le maximum autorisé est de 5 %).
- Sa stratégie d'investissement, caractérisée par des rendements élevés et des risques modérés, a visé juste. Actuellement, le fonds est en train d'aligner son portefeuille sur ses nouveaux repères stratégiques : 60 % de titres de participation et 40 % d'investissements à revenu fixe. Il est prévu qu'il s'oriente progressivement vers l'immobilier afin de mieux équilibrer les risques et le rendement. Durant les dix dernières années, la stratégie d'investissement a engendré un robuste rendement réel annuel moyen de 4,3 %.
- La gestion de ses actifs est régie par un ensemble de principes déontologiques. Ils sont élaborés par le ministère des finances et reposent sur des principes internationaux définis par l'ONU et l'OCDE. Les engagements déontologiques du fonds sont appuyés par deux instruments. D'abord, le fonds exerce ses droits de propriété, au sein des sociétés dans lesquelles il investit, de manière à promouvoir la qualité et la responsabilité de la gestion, respecter les droits de l'homme et protéger l'environnement, tout en préservant ses intérêts financiers. Deuxièmement, le ministère des finances peut décider d'interdire les investissements dans les sociétés dont les pratiques lui font courir le risque inacceptable d'être complice d'actions immorales.

Un rôle pour la Norvège

Le GPF norvégien présente plusieurs spécificités qui pourraient contribuer à la définition d'un ensemble de principes volontaires efficaces à l'intention des fonds souverains. Comme outil budgétaire, le fonds pourrait aider les autres pays dont les ressources ne sont pas renouvelables à gérer leurs politiques à plus long terme.

La stratégie de gestion des actifs du GPF est hautement transparente tout en étant compétitive et rentable — acheter sur des marchés dont les valeurs sont en baisse pour rééquilibrer son portefeuille — et montre que les stratégies ouvertes non seulement produisent de bons résultats financiers, mais rehaussent aussi la liquidité du marché et améliorent l'allocation des ressources tout en exerçant une influence stabilisatrice. Son expérience des principes déontologiques confirme que le respect du bien commun n'est pas nécessairement incompatible avec des rendements élevés.

Les autorités norvégiennes ont appuyé le travail du FMI sur les fonds souverains et soutiennent fermement l'égalité de traitement des investisseurs. À leur avis, il n'est pas nécessaire de réglementer davantage les activités d'investissement des fonds souverains que celles des autres investisseurs — d'autant que les fonds souverains, contrairement aux fonds spéculatifs, n'ont encore provoqué aucun remous sur les marchés. Les Norvégiens mettent aussi en garde contre l'imposition de restrictions aux fonds souverains liés au pétrole, car elles risqueraient de freiner l'exploitation pétrolière et avoir un effet déstabilisateur sur les marchés pétroliers. ■

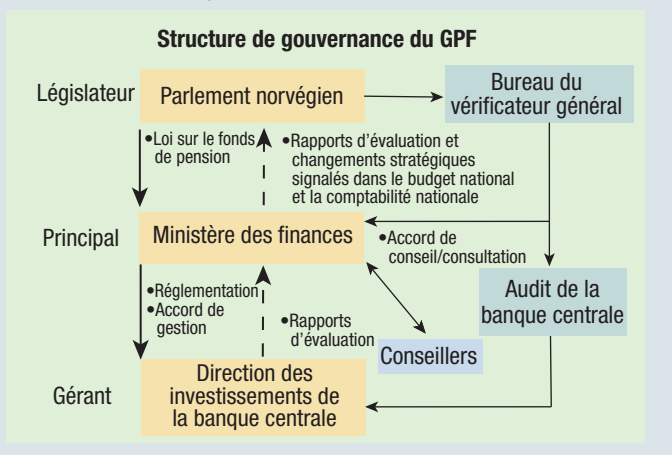
Delia Velculescu

Département Europe du FMI

Graphique 2

Une démarche transparente

Le propriétaire et les gérants du fonds souverain GPF de la Norvège présentent régulièrement des rapports dans le cadre d'une stratégie d'investissement transparente.



Mexique : partir des réformes pour réaliser le potentiel économique

L'économie mexicaine a acquis ces dernières années une stabilité globale et une capacité de rebond accrue. Le pays a connu une croissance régulière, sinon spectaculaire. Des politiques macroéconomiques et financières énergiques lui ont permis de bien résister aux récentes turbulences des marchés financiers mondiaux et au ralentissement économique des États-Unis, pays auquel l'économie mexicaine est étroitement liée.

Pourtant le Mexique doit faire davantage pour réaliser son potentiel économique et entrer dans le club des pays émergents à croissance rapide. Il a accompli d'importants progrès dans la lutte contre la pauvreté, mais le dénuement et les inégalités sont toujours élevés. La croissance de la productivité doit être fortement accélérée. Ces défis s'expliquent par un ensemble de problèmes structurels, notamment la faiblesse de l'infrastructure et de l'éducation, l'insuffisance de la concurrence dans les secteurs clés et la rigidité du marché officiel du travail, les limites de l'intermédiation financière et les lacunes de l'État de droit.

Le Plan national de développement élaboré par le nouveau gouvernement en 2007 reconnaît ces problèmes et définit un programme ambitieux qui comporte des propositions en vue de stimuler les dépenses d'infrastructure et d'accélérer les réformes structurelles. Il insiste sur l'édification d'une société plus égalitaire qui comble l'écart par rapport aux économies à forte croissance tout en créant des emplois plus nombreux et plus qualifiés.

Dans le même temps, le gouvernement va faire face au risque d'une baisse marquée de la production pétrolière, dont le budget tire actuellement plus du tiers de ses recettes. Les réserves prouvées représentent moins de dix ans de production et le Mexique pourrait ne plus être exportateur net d'hydrocarbures d'ici cinq ans environ.

Cadre de politique et position financière

Ces dernières années des politiques judicieuses ont accru la stabilité économique et financière du Mexique. Les autorités ont atteint les

objectifs annuels fixés pour le solde budgétaire de l'administration fédérale, ce qui a entraîné une réduction graduelle du ratio de la dette publique. La récente loi de responsabilité budgétaire vise à verrouiller la discipline financière en maintenant le solde à zéro.

Parallèlement, la politique monétaire a ramené l'inflation annuelle à un taux très bas à un chiffre dans le cadre d'un régime de ciblage. Malgré une série de chocs extérieurs sur les prix, les anticipations inflationnistes semblent bien ancrées, bien qu'elles dépassent légèrement l'objectif fixé à 3 %.

À côté du régime de ciblage, la politique de flottement libre du taux de change a bien aidé l'économie. Cette politique transparente a facilité un ajustement continu et régulier aux chocs, contribuant ainsi à la stabilité extérieure et intérieure. Le taux de change effectif réel semble correspondre en gros aux fondamentaux du pays.

La position extérieure globale du pays s'est régulièrement renforcée, ainsi que son système bancaire. Le déficit des transactions courantes a nettement diminué, grâce au renchérissement des exportations pétrolières, et il est plus que financé par l'investissement direct étranger. Les ratios d'endettement extérieur sont tombés à de faibles niveaux, tandis que les réserves de change ont atteint des montants confortables, surtout grâce aux recettes d'exportation du secteur pétrolier public. De plus, les autorités ont fortement consolidé la réglementation et le contrôle financiers. Les banques sont restées suffisamment capitalisées, rentables et liquides.

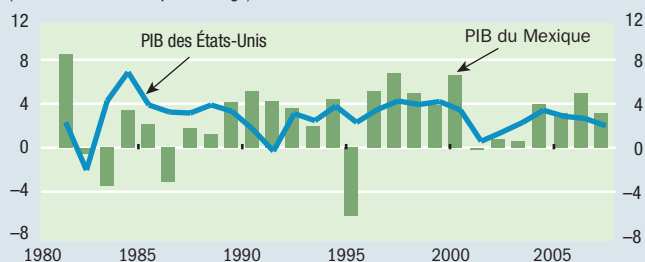
En conséquence, le Mexique a acquis une plus grande capacité de résistance aux chocs extérieurs, en s'ajustant sans heurts et en évitant les épisodes dangereux de tensions financières et de brusques fluctuations des flux de capitaux et du taux de change. Dans cette «grande modération» du cycle économique mexicain, la production est devenue beaucoup moins volatile qu'auparavant, bien qu'elle soit maintenant liée plus étroitement au cycle des États-Unis.

Graphique 1

Plus stable, sans être encore spectaculaire

Le cycle économique mexicain est devenu plus stable et plus étroitement lié au cycle des États-Unis, mais il faut procéder à des réformes pour accélérer la croissance.

(variation annuelle en pourcentage)



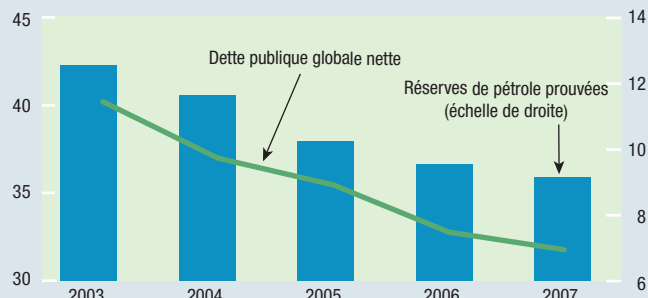
Source : Institut national de la statistique du Mexique.

Graphique 2

Baisse de la dette

La dette publique diminue progressivement — ainsi que les réserves de pétrole du pays.

(en pourcentage du PIB) (années de production pétrolière actuelle)



Source : Ministère mexicain des finances et du crédit public; PEMEX.

Dégradation de l'environnement extérieur

Grâce à la solidité de ses paramètres fondamentaux, le Mexique a bien résisté aux turbulences des marchés financiers internationaux. Les marchés financiers ont fonctionné normalement pendant cette période, sans que le gouvernement ait à intervenir. Les légères baisses de la monnaie, des obligations souveraines et des marchés d'actions, liées à un réajustement global des actifs, ont été plus faibles que dans les autres pays émergents et se sont inversées pour la plupart. Malgré les liens étroits du Mexique avec les États-Unis, ses institutions financières n'ont pas été exposées au problème des actifs *subprime* et l'on n'a pas constaté de crise du crédit au Mexique. En fait, la croissance du crédit bancaire a poursuivi la rapide remontée, certes à partir d'un niveau encore faible, qui avait commencé il y a plusieurs années. Toutefois, face à une dégradation du portefeuille de prêts aux particuliers, les banques se sont de plus en plus concentrées sur les prêts aux entreprises.

L'expansion économique du Mexique s'est poursuivie sur une base solide en 2007, bien qu'elle ait été inévitablement freinée par l'affaiblissement de l'économie des États-Unis. À cause d'un ralentissement des exportations, dont plus de 80 % vont aux États-Unis, la croissance a juste dépassé 3 % en 2007, en baisse par rapport au taux inhabituellement élevé de 5 % enregistré en 2006. La baisse de la production de pétrole et du volume des exportations de ce produit, ainsi que la croissance plus faible des envois de fonds des États-Unis, ont légèrement creusé le déficit des transactions courantes, qui représentait environ 0,75 % du PIB en 2007, mais il était toujours plus que compensé par les entrées d'investissements directs étrangers.

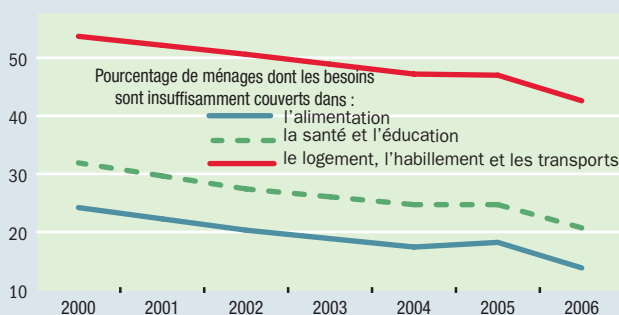
Faire face aux défis à venir

L'accélération de la croissance et la réduction de la pauvreté nécessiteront une action sur de nombreux fronts pendant les années à venir ainsi que des démarches décisives pour protéger les finances publiques, comme le reconnaît le Plan national de développement.

Graphique 3

Baisse de la pauvreté

Les indicateurs de pauvreté s'améliorent, mais il faut poursuivre l'effort



Source : Conseil national du Mexique pour l'évaluation de la politique sociale.



Notimex/Foto Jorge Arciga

Le plan national de développement du Mexique comporte des propositions visant à stimuler les dépenses d'infrastructure au profit de projets tels que la construction de ce pont.

La dernière évaluation du Mexique par le FMI salue les débuts remarquables du nouveau gouvernement dans le règlement de ces problèmes. En 2007, il a accompli des percées avec plusieurs réformes essentielles, tournées vers l'avenir :

- une réforme des pensions des fonctionnaires, qui les a placées sur une base financièrement viable, s'attaquant ainsi à un problème budgétaire à long terme;
- une importante réforme fiscale visant à compenser la perte de recettes due à la baisse de la production pétrolière dans les cinq prochaines années;
- un train de réformes pour accroître l'efficacité et la responsabilisation dans le domaine des dépenses publiques, y compris au niveau intranational;
- de nouvelles mesures pour stimuler la concurrence dans le secteur financier et élargir l'accès du secteur privé au financement.

Domaines critiques

L'évaluation du FMI souligne aussi l'importance d'approfondir les réformes récentes dans plusieurs domaines critiques :

- utiliser prudemment les nouvelles recettes tirées de la récente réforme fiscale, étant donné la baisse prévue des rentrées pétrolières. Le FMI salue l'accent mis par le gouvernement sur les dépenses d'équipement, tout en recommandant le ciblage des subventions existantes vers les catégories les plus défavorisées;
- mener à bien des projets visant à renforcer l'administration fiscale et la gestion des dépenses;
- agir rapidement pour réformer le secteur pétrolier public en déclin afin d'accroître les investissements et d'en tirer des gains importants à plus long terme;
- compléter la discipline budgétaire en se concentrant sur une réduction continue de l'important déficit public hors pétrole au moment où l'apport des futures recettes pétrolières est très incertain;
- accroître la concurrence, surtout dans les secteurs essentiels comme les télécommunications, afin de provoquer des retombées positives dans toute l'économie et promouvoir la justice sociale. ■

Steven Phillips

Département Hémisphère occidentale du FMI

L'économie suisse protégée par un cadre monétaire unique

La politique monétaire originale de la Suisse, qui cible un taux d'intérêt déterminé dans un autre pays, a contribué à protéger le secteur non financier de l'économie contre les récentes turbulences des marchés financiers.

La Banque nationale suisse (BNS) pratique une politique monétaire axée sur une définition explicite de la stabilité des prix (hausse annuelle de l'IPC inférieure à 2 %) comme ancrage à long terme et utilise une prévision d'inflation comme principal indicateur des décisions en matière monétaire.

Comme objectif opérationnel, la BNS annonce une fourchette objectif pour le Libor à 3 mois en francs suisses, taux fixé quotidiennement par un groupe de banques à Londres. La BNS s'efforce de piloter ce Libor vers le milieu de cette fourchette en achetant et en vendant des instruments à court terme, notamment des prises en pension à une semaine, sur le marché national.

Pourquoi le Libor

La BNS a choisi le Libor comme taux d'intérêt de référence pour plusieurs raisons : c'est le principal taux auquel le crédit en francs suisses est coté, il est étroitement lié à la demande intérieure finale du pays, la plupart des dérivés en francs suisses échangés sur les marchés internationaux sont cotés par rapport au Libor et l'on ne peut pas le manipuler facilement. Bien que le Libor en francs suisses soit un taux hors marché déterminé dans un autre pays, la BNS, en tant que seul fournisseur de liquidité dans cette monnaie, a démontré qu'elle pouvait le piloter par des opérations intérieures sur pensions.

La plupart des banques centrales des pays industrialisés axent leur politique monétaire sur un taux au jour le jour déterminé sur le marché national.

La BNS a élaboré cette politique parce que l'économie ouverte de la Suisse et les liens internationaux étroits de son centre financier nécessitent que la banque puisse s'adapter rapidement à l'évolution des marchés financiers sans avoir à ajuster son orientation monétaire (fourchette objectif).



La politique monétaire de la Banque nationale suisse a aidé le pays durant les derniers mois.

Le système actuel le permet parce que la banque peut ajuster la situation de liquidité en hausse ou en baisse tout en laissant inchangée la fourchette pour le Libor à 3 mois.

Plus de flexibilité

La démarche suisse comporte une certaine flexibilité, qui lui a été utile pendant les remous des marchés financiers. Par exemple, quand une forte réévaluation du risque de crédit a fait monter le Libor à 3 mois au-dessus du milieu de la fourchette avant la réunion du Conseil de banque de septembre dernier, la BNS a d'abord toléré cette hausse. En effet, il était prévu que le Conseil relèverait l'objectif du Libor à cause de l'aggravation des perspectives d'inflation. Il l'a fait lors de sa réunion de septembre en augmentant le taux médian de la fourchette de 25 points de base pour le porter à 2,75 %. Simultanément, pour faire baisser le Libor, il a diminué de 25 points le taux des pensions à une semaine.

Cette action, en compensant partiellement la hausse des coûts de financement des banques due à l'accroissement des primes de risque, a calmé les marchés interbancaires. Comme les primes de risque ont fluctué depuis, la BNS a maintenu le taux médian à 2,75 %, mis en adjudication des pensions à plus long terme pour aider les banques à gérer leur liquidité et ajusté le taux des pensions à une semaine pour maintenir le taux à 3 mois près de l'objectif.

Ainsi, les autorités monétaires ont largement compensé les fluctuations de la

prime de risque et l'évolution des anticipations de taux d'intérêt pendant les derniers mois. Cela a protégé l'économie réelle puisque le taux hypothécaire, le taux de base et les taux d'intérêt de la petite clientèle liés au Libor sont restés relativement stables.

Obstacles éventuels

Les événements récents ont montré la capacité du cadre monétaire à s'ajuster à l'évolution des conditions de refinancement des banques. Ils ont toutefois mis en lumière certaines questions :

- La prime de risque inhérente au Libor est devenue beaucoup plus volatile. La différence entre le Libor à 3 mois (taux non garanti) et la pension à une semaine (taux garanti) était restée relativement stable puisque l'aversion pour le risque avait diminué sur les marchés au début de la décennie. Or, elle a augmenté depuis le début de la crise des subprimes et elle est plus volatile.

- Le continuel manque de liquidité peut aussi affecter la volatilité du Libor. Le Libor est fondé sur la perception par les banques des coûts de financement non garantis et non sur les transactions effectives. Rien ne prouve que le Libor en francs suisses ne reflète pas vraiment les taux d'intérêt du marché. Toutefois, les banques déclarantes n'ont pas toutes été également touchées par les perturbations et la liquidité des transactions liées au Libor sur les marchés monétaires est beaucoup plus faible en cas de crise que d'habitude. Donc l'amplitude des coûts de financement signalés par les banques est beaucoup plus large, ce qui peut provoquer des fluctuations aléatoires du Libor.

- La communication sur l'orientation monétaire va prendre de l'importance. Les marchés semblent comprendre le cadre d'action de la BNS. Toutefois, la décision prise en septembre de durcir l'orientation monétaire tout en pratiquant effectivement une détente a peut-être rendu perplexes ceux qui ne sont pas spécialistes de la BNS. ■

Kevin Ross

Département Europe du FMI

Maurice pose les bases d'un deuxième miracle économique

Quand Maurice est devenue indépendante, il y a 40 ans, de nombreux observateurs, dont le prix Nobel d'économie James Meade, se sont demandés comment ce pays — société pluriethnique disposant de peu de ressources naturelles, économie fondée sur la monoculture (du sucre), marché intérieur étroit et population à croissance rapide — pourrait un jour se développer.

Maurice a donné tort aux sceptiques avec une première phase de croissance miraculeuse dans les années 70 et 80. Ce miracle reposait sur l'activité sucrière traditionnelle, sur une nouvelle industrie textile localisée dans des zones de transformation pour l'exportation et sur l'émergence du tourisme; les deux premiers secteurs dépendaient des préférences commerciales. Maurice a réussi à faire passer le revenu par habitant de 200 dollars lors de l'indépendance à 6.300 dollars en 2007/08. De solides institutions démocratiques, propices à la cohésion sociale, ont fortement contribué à ce succès.

Après deux décennies de forte expansion, Maurice a souffert, au tournant du millénaire, du début de la suppression des préférences commerciales. L'expiration de l'accord multifibre (AMF) sur les textiles, en décembre 2004, la diminution importante des prix d'achat du sucre par l'Union européenne (moins 36 %), de 2006 à 2010 et, plus récemment, l'envolée des cours du pétrole et de l'alimentation ont entraîné un choc cumulatif de près de 25 % sur les termes de l'échange. La croissance économique a fléchi d'un rythme de 5 % dans les années 90 à 3 % au début des années 2000.

Le défi de l'adaptation et des réformes

En réaction à ce triple choc, le gouvernement a lancé une ambitieuse stratégie de réforme en 2005 qui porte ses fruits. On a libéralisé les échanges, levé certains contrôles de prix, simplifié la réglementation des affaires, adopté une grande réforme fiscale, amorcé un assainissement budgétaire et renforcé la politique monétaire. Dans ces conditions, l'activité s'est redressée et les investissements étrangers directs atteignent des niveaux sans précédent. La croissance,

dont on prévoit qu'elle dépasse 6 % cette année et en 2009, a une large assise; elle est particulièrement forte dans le tourisme, la banque, le BTP et les services.

Les autorités ont procédé à des réformes pour stimuler les créations d'entreprises et d'emplois, réduire les lourdeurs administratives et mettre en place une réglementation favorable aux entreprises. Selon le rapport *Doing Business 2008* de la Banque mondiale, Maurice est le pays d'Afrique subsaharienne le plus propice à la pratique des affaires.

Les réformes portent aussi sur l'assainissement des finances publiques, essentiel au maintien de la stabilité intérieure et extérieure. Ces efforts sont nécessaires



La croissance mauritienne, qui devrait atteindre 6 %, est particulièrement forte dans le tourisme.

pour réduire la dette du secteur public, qui a culminé à 63 % du PIB en 2006/07 et compenser l'impulsion donnée à la demande par les abondantes entrées de capitaux étrangers. Depuis l'exercice 2005/06, le surcroît de recettes dégagé par la réforme fiscale a permis de réduire le déficit budgétaire.

L'ampleur des entrées de capitaux pose des problèmes à la politique monétaire. La création en 2007 du comité de politique monétaire est un grand pas sur la voie d'une meilleure transparence et d'une efficacité accrue. La banque centrale développe son analyse du mécanisme de transmission de la politique monétaire, tout en renforçant son organisation et sa communication.

Les industries du sucre et du textile ont dû s'adapter aux nouvelles réalités. La première, pilier du développement

depuis la période coloniale, se concentre et se restructure. La taille des plantations diminue, ce qui libère des surfaces pour le tourisme et d'autres emplois agricoles. Les exploitants se diversifient dans des activités connexes comme la production d'énergie à partir de résidus de canne à sucre (bagasse) et celle d'éthanol; ils se positionnent aussi en aval dans le raffinage.

Après des années de déclin et de restructurations, le secteur textile a commencé à croître à nouveau en 2007/08. À la suite du démantèlement de l'AMF, de nombreux producteurs ont cessé leurs activités ou les ont transférées à l'étranger. Ceux qui sont restés ont survécu en procédant à une intégration verticale axée sur des produits de haute qualité.

Le système financier offshore de Maurice se développe rapidement grâce aux entreprises à licence internationale — entités enregistrées à Maurice qui investissent dans un pays ciblé, principalement l'Inde. La faible fiscalité mauricienne (et la non-taxation des plus-values) permet d'effectuer des opérations peu ou pas imposées en Inde ou ailleurs. Un projet de développement de l'immobilier haut de gamme, lié au tourisme, progresse rapidement et attire de substantiels investissements étrangers directs.

Un deuxième miracle économique?

Maurice traite ses déséquilibres globaux et crée les conditions d'un deuxième miracle de la croissance. Il y a des signes encourageants de succès des grands changements entrepris depuis 2005. À l'avenir, les autorités devront assurer la poursuite d'une croissance non inflationniste. Leur ambition est de transformer Maurice en une plate-forme régionale de l'activité bancaire et des services. Pour la réaliser, il faudra continuer et approfondir les réformes audacieuses lancées en 2005, en s'efforçant notamment de gérer la pression de la demande et de supprimer les obstacles à une accélération de l'expansion. ■

Paul Mathieu et Patrick Imam
Département Afrique du FMI

M. Strauss-Kahn préconise une réponse multilatérale aux crises mondiales

Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, a appelé les dirigeants du monde entier à se concerter pour faire face aux difficultés soulevées à l'échelle mondiale par la hausse des prix des combustibles et des denrées alimentaires ainsi que par le ralentissement de l'économie mondiale.

«Les dirigeants peuvent faire face de deux façons : ils peuvent soit adopter une approche mercantiliste et rechercher uniquement ce qu'il y a de mieux pour leur pays, soit chercher des solutions multilatérales. L'histoire nous a montré les inconvénients de la première approche mais aussi les difficultés de la seconde», a déclaré M. Strauss-Kahn, le 9 juin à Montréal, au Forum international économique des Amériques.

S'exprimant plus tard à Cancún (Mexique) sur l'aggravation des tensions inflationnistes en Amérique latine, le Directeur général du FMI a déclaré que les États de la région devaient agir de manière résolue, mais a réaffirmé aussi l'importance du multilatéralisme. «Le monde a besoin d'institutions internationales solides pour mieux comprendre ces grands défis mondiaux et offrir un espace de discussion pour y répondre par des approches concertées», a-t-il déclaré.



Marte Rebolliar/AFP

Examen annuel des recettes du FMI

Le Conseil d'administration du FMI a achevé son examen annuel des recettes de l'institution pour l'exercice clos le 30 avril 2008 et a fixé le taux d'intérêt de ses prêts pour l'exercice à venir.

Les recettes d'exploitation nettes de l'exercice 2008, avant la prise en compte des coûts de restructuration et d'autres coûts non opérationnels, étaient estimées à 3 millions de dollars, alors que les projections initiales tablaient sur un déficit de 234 millions. Cette amélioration résulte principalement des bons résultats du fonds de placement du FMI, des effets ponctuels de l'apurement des arriérés du Libéria et d'une réduction des dépenses.

Conférence du FMI

Le Département des études du FMI organisera la neuvième conférence annuelle Jacques Polak les 13 et 14 novembre à Washington. L'objectif de ce cycle de conférences est de donner aux analystes du FMI et aux économistes extérieurs l'occasion de discuter des innovations en matière de recherche économique et de promouvoir les échanges de vues entre chercheurs et décideurs. Jean Tirole, Directeur scientifique de l'Institut d'économie industrielle de Toulouse (France), prononcera la conférence Mundell-Fleming.

FMI : deux nouveaux chefs de département

Le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, a annoncé qu'il nommera deux nouveaux directeurs de département : Marek Belka au Département Europe et Adelheid Burgi-Schmelz au Département des statistiques.

M. Belka, qui prendra ses nouvelles fonctions cet automne, est actuellement Secrétaire général adjoint à l'ONU et Secrétaire exécutif de la Commission économique de l'ONU pour l'Europe. Il fut Premier ministre (2004–05) et Ministre des finances (2001–02) de la Pologne.

M^{me} Burgi-Schmelz, qui prendra ses fonctions le 31 octobre, occupait le poste de Directrice de l'Office fédéral suisse de la statistique depuis 2002.

Groupe de travail international sur les fonds souverains

Le groupe de travail international sur les fonds souverains (IWG) tiendra sa troisième réunion de travail plénière à Santiago du Chili les 1^{er} et 2 septembre afin d'examiner un ensemble de pratiques optimales. La réunion précédera celle du Comité monétaire et financier international (CMFI) — principal organe consultatif du FMI — qui aura lieu à Washington le 11 octobre.

Créé en mai, l'IWG s'est réuni en juillet à Singapour, afin de poursuivre ses travaux sur la définition d'un ensemble de principes et de pratiques pour les fonds souverains.

Informez-vous plus vite grâce au Bulletin du FMI en ligne

Vous trouverez l'édition en ligne, mise à jour plusieurs fois par semaine, qui comprend les versions intégrales des articles résumés sur cette page, à l'adresse : www.imf.org/imfsurvey.

Le Burundi reçoit 75,6 millions de dollars

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé un accord triennal au titre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) d'un montant de 75,6 millions de dollars en faveur du Burundi. Le nouvel accord FRPC — le guichet concessionnel du FMI pour les pays à faible revenu — fait suite à un accord qui a expiré cette année.

Après la réunion du Conseil du 7 juillet, Murilo Portugal, Directeur général adjoint du FMI, a félicité les autorités burundaises pour les progrès qu'elles ont accomplis dans une situation d'après-conflit difficile. «La mise en œuvre des réformes structurelles a certes été lente, mais la plupart des réformes monétaires et budgétaires ont progressé de façon satisfaisante», a-t-il déclaré en ajoutant que le Burundi doit encore relever de sérieux défis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

«La réussite du programme des autorités appuyé par la FRPC dépendra en partie de l'apport d'une aide substantielle et coordonnée par la communauté internationale», a déclaré M. Portugal, selon qui il est primordial d'accélérer les réformes structurelles, en matière de gouvernance notamment.



José Cendon/AFP/Getty Images